

Sommaire

Pour changer de politique, il faut changer de gouvernement, par Amaury Couderc.

Education, les mauvais coups après les élections professionnelles, par Michel Galin.

Le barrit du mammoth, par Sylviane Charles.

La rentrée politique et sociale française tient en quelques dates, par Bernard Fischer.

MNEF : les copains et les coquins, par Robert Duguet.

Le monde n'est pas à vendre, par Gérard Grandamme

Appel pour stopper la guerre en Tchétchénie

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Mr Robert Duguet
10 bis rue des Mardelles
94440 Villecresnes

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise et Jean Deson, militant des Verts

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandamme, militant alternatif

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant alternatif

Sylviane Charles et Dominique Larchet, Voix des Travailleurs.

N° 106 novembre 1999

8^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel. : 01.64.91.32.75

RAG sur le WEB, taper :
perso.club-internet.fr/rduguet/index.html

Imprimé par nos soins

POUR CHANGER DE POLITIQUE...IL FAUT CHANGER DE GOUVERNEMENT !

Par Amaury COUDERC.

Le gouvernement Jospin et avec lui, bien sûr les ministres Verts, le PC, le MDC, s'enfoncent de plus en plus dans l'ornière du libéralisme. Sous couvert de nouveaux droits pour les salariés, ce gouvernement comme nous l'avons craint, met en place les fonds de pension "de gauche" sous le vocable "actionnariat salarié". Il est évident que ce qui se met en place n'est rien d'autre que des moyens destinés à offrir de nouvelles possibilités d'opérations financières aux grands trusts français. A notre grand étonnement, le mot d'ordre du dernier meeting de la LCR était : "peser sur le gouvernement Jospin pour le faire changer de cap". **Ceux qui à gauche, du PC à la L.C.R. ont encore l'espoir de voir ce gouvernement, sinon changer de politique pour le moins, l'infléchir à gauche, seront encore une fois déçus.**

On pouvait penser que la manifestation du 16 octobre, appelée sur une base ambiguë, qui a vu par ailleurs s'affirmer une volonté clairement antilibérale, aurait pu emmener les dirigeants du PC à s'interroger. Las, le lendemain même de cette démonstration de force où s'exprimait une réelle volonté populaire, les députés communistes et verts votaient à l'unisson avec le PS la déréglementation du droit du travail et l'annualisation au profit des seuls patrons. Qu'en est-il des 35H?

Il est clair que ces gens là iront au bout de leurs turpitudes, que rien ne les arrêtera, si ce n'est une autre force de gauche organisée. La quasi-totalité des entreprises nationales a été bradée soit par la droite, soit par ce Gouvernement. Les droits des salariés, fruit de décennies de luttes sociales sont aujourd'hui remis en cause, et maintenant, après une vie de travail

les retraités seront à la merci des mauvaises affaires, des faillites et des dépôts de bilan frauduleux des entreprises privées, chargées d'assurer leur retraite au travers de leurs actions en bourse. **La boucle est bouclée, le gouvernement de Monsieur Jospin est allé au bout. Peser sur ce gouvernement ne présente aucun intérêt sinon entretenir l'illusion qu'il peut encore changer de politique.** Les politiciens qui le composent ne sont même plus en phase avec les militants des partis qu'ils sont sensés représenter (PS ou PC), ils ne sont plus que l'émanation d'une caste d'énarques professionnels de la politique dont ils vivent grasement au travers du cumul des mandats ou des "affaires". Il arrive encore que certains d'entre eux aient un sursaut d'honnêteté intellectuelle et refusent de signer un rapport parlementaire dont le but est de dissimuler à l'opinion publique des cas d'enrichissement personnel. Mais ces velléités sont vite refrénées et ne durent que le temps que durent les roses sous la pression des appareils de leur propre parti. (affaire Gremetz)(1) Non décidément, il n'y a rien à attendre pour les salariés de ce côté-là...

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la construction d'une alternative de gauche rassemblant largement cette multitude de petites organisations qui se sont créées dans presque tous les départements pour combler le vide politique généré par l'absence d'un véritable parti socialiste. Le rapprochement de LO et de la LCR pourrait-il en être les prémices, l'entrée de la "voix des travailleurs" à la LCR, également, les rapprochements qui s'opèrent ici ou là entre de petites organisations

issues de la décomposition du PS ou du PC en sont aussi un élément. (2) Il est urgent qu'un cadre commun se mette en place, non pas sur un programme politique élaboré, encore moins sur un "plus petit dénominateur commun" mais simplement dans un cadre large et démocratique qui permette à tous les salariés et militants d'exprimer et de mettre en œuvre leur volonté de défendre les intérêts de leur classe. Ce cadre permettrait de confronter des traditions militantes différentes, puisque cela a toujours été la tradition du mouvement ouvrier en France. L'objectif est d'aller vers le regroupement le plus large qui permette réellement de proposer une alternative à ce qu'il faut bien appeler la démission (et le mot est faible) des appareils au profit du libéralisme triomphant. Prendre prétexte de désaccords sur tel ou tel point d'un programme ou encore de divergences liées à l'appartenance à telle ou telle philosophie politique, (trotskisme, communisme, socialisme) aboutit simplement à perpétuer la situation présente. **LO et la LCR ont aujourd'hui la responsabilité de mettre en œuvre ce cadre politique.**

(1) Il n'est pas dans nos habitudes dans "RAG" de commenter les "affaires" mais il s'agit dans le cas présent d'enrichissement personnel et il est particulièrement scandaleux que la représentation nationale étouffe un rapport mettant en cause des élus de droite et de gauche.

(2) "Rassembler à gauche" a pris de nombreux contacts qui se sont concrétisés par des rencontres. Il s'en suit un travail en commun avec plusieurs organisations de tradition et de culture politique différente.

Education les mauvais coups après les élections professionnelles ?

Par Michel GALIN

Les élections professionnelles dans l'éducation nationale ont lieu tous les 3 ans et vont se dérouler le 7 décembre.

L'enjeu est important, face à un ministre qui n'a de cesse de réduire l'influence des syndicats qui contestent sa politique, et singulièrement ceux de la FSU. Mais au-delà de l'enjeu électoral, c'est de l'avenir du service public et laïque d'éducation dont il s'agit. Ce n'est pas parce que les têtes des responsables syndicaux ne lui plaisent pas que le ministre met tant d'acharnement à discréditer les personnels, et les organisations qu'ils se sont majoritairement donnés. Ils sont des obstacles pour faire rentrer l'école dans les objectifs du "marché": Appauvrissement de la qualité de l'enseignement, renoncement à la démocratisation, dévalorisation des diplômes, individualisation de l'acte éducatif répondent aux canons d'un service public minimum dont l'objectif est plus d'assurer la cohésion sociale que de former des citoyens libres.

Affaiblir la représentation, jusque là majoritaire des enseignants, est donc un objectif qui, s'il était atteint permettrait au ministre d'aller plus loin et de recevoir encore plus les félicitations d'Alain Madelin. Pour cela rien n'est négligé: ouverture d'un salon de l'éducation par les organisations "amies" permettant de faire la propagande de la politique gouvernementale quelques jours avant le scrutin, circulaires organisant les mutations restant secrètes jusqu'au vote, annonces sur le sort de 3 rapports ajournées au lendemain du vote aussi..

Après les élections professionnelles, nous connaissons peut être la position Française et Européenne sur les questions d'éducation qui seront discutées (en même temps que la santé et la culture) au sommet de l'OMC . L'éducation est-elle une marchandise qui doit être livrée aux lois de la concurrence ?

Au lendemain du vote, le ministre annoncera les suites qu'il compte donner aux rapports des Recteurs Bancel, Monteil et Blanchet. Le premier propose, entre autres, la définition au niveau local du service des enseignants démantelant d'un coup leur statut et leur indépendance par rapport aux pouvoirs locaux..

Un grand mouvement pour la défense du service public d'éducation et sa démocratisation est il possible ? Plusieurs obstacles subsistent.

Si les soutiens du ministre se font rares parmi les enseignants, la tentation existe de se replier sur un passé qui aurait été mythique.

Les mouvements lycéens de 98 et 99 n'ont pas été rejoints par les enseignants. Celui de 98 a été, en partie, récupéré par C. Allègre pour initier la réforme des lycées qui rencontre une vive opposition des enseignants.

Les 2 principales associations de parents d'élèves soutiennent la politique ministérielle.

Aucun de ces trois éléments ne doit être négligé. Sinon, Claude ALLEGRE réussira son pari, faire de l'école ce "grand marché du 21^{ème} siècle", c'est à dire une école à deux vitesses: une formation sérieuse pour les élites, de l'occupation et de la socialisation pour les autres.

Note : Ces élections professionnelles se déroulent dans le cadre inique de la loi Perben. N'ont le droit de se présenter que les cinq confédérations dites représentatives et les organisations qui ont fait preuve de leur représentativité. Ce ne sont plus les salariés qui décident de la représentativité de tel ou tel syndicat mais l'administration. Ainsi, SUD éducation n'a pas voulu (ou pu) présenter de liste dans l'Essonne, mais sa liste académique a été invalidée par le recteur, invalidation confirmée par le tribunal administratif.. Le SNETAA a, à l'encontre des mandats de la FSU, demandé et obtenu l'invalidation des listes nationales de SUD et du SNEEP (scission, exclusion du SNETAA) pour les professeurs des lycées professionnels.

LE BARRIT DU MAMMOUTH

Par Sylviane CHARLES

La politique éducative d'Allègre et du gouvernement, de charte en décrets, de consultations en réformes, se situe dans une orientation qui aujourd'hui domine tous les secteurs publics : **flexibiliser, rentabiliser, privatiser**. Les conséquences de cette orientation sont visibles tous les jours, non seulement dans la dégradation de nos conditions de travail, mais aussi pour le public lui-même qui dénonce le manque de postes et de moyens, et dont les manifestations lycéennes sont le reflet. **A ces revendications, le ministre répond par plus de précarité, chez les personnels : maîtres auxiliaires, emplois-jeunes...** Qui plus est, l'appauvrissement des enseignements se poursuit. En effet, les programmes définis par le Ministère sont inadaptés aux réalités du service public d'aujourd'hui, et conduisent les enseignants à y faire des coupes sombres en fonction de la réalité locale. Ce qui ne fait que renforcer les inégalités et creuser les écarts. **Asservie depuis toujours aux besoins de l'industrie et du patronat, l'école se privatise chaque jour davantage car au-delà du désengagement de l'état, amorcé depuis les lois de décentralisation des années 80, il s'agit bien de créer aujourd'hui la concurrence entre les établissements ou les écoles.** En effet, la déclaration d'Allègre : *"l'école doit être son propre recours"*, signifie en clair que tout se fera à moyens constants. **Ainsi pour survivre l'école est dans l'obligation de faire appel à des associations de toutes sortes, de se faire sponsoriser.** Au fil du temps, elle est devenue un vaste marché, où les entreprises concurrentes se font la guerre pour ramasser la plus grande part du gâteau, aidé en cela par le gouvernement qui s'ajuste chaque jour davantage aux vœux du MEDEF (notamment par le biais de l'ERT: table ronde européenne qui définit l'avenir de l'éducation et où siègent une quarantaine de grands patrons !)

Le désinvestissement de l'état au profit des

municipalités, des conseils régionaux ou généraux, et d'associations à but parfois très lucratif, voire à des entreprises : Charte pour le 21ème siècle dans les écoles, réformes des lycées et déconcentration du mouvement des professeurs, réforme des LEP... a non seulement permis la légalisation et la multiplication de pratiques déjà en place (projet privé au sein de l'école publique), **mais aussi une définition claire de ce que peut être une école à plusieurs vitesses ; la flexibilité, la précarité et l'emploi de contrats privés au sein de l'Education Nationale venant renforcer cette idée.** Pour autant, il ne s'agit pas d'exiger *"plus d'état"*, comme rempart à la privatisation, mais de lui imposer un budget à la hauteur des moyens demandés, et la création d'emplois statutaires.

Un véritable contrôle démocratique de l'école et un développement des idées et des pédagogies, sont du seul ressort des personnels, élèves et parents. **Ils résident dans notre capacité collective à organiser les ripostes nécessaires face aux attaques, pour imposer une politique éducative satisfaisant les besoins du plus grand nombre et non pas ceux d'une minorité, qui veulent faire de l'école une entreprise rentable.** **Nous sommes avant tout opposés à la politique éducative de ce gouvernement, et nous voulons élaborer les axes d'une riposte à la hauteur des attaques qui nous sont portées.**

Ce bulletin est le vôtre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom : _____ Adresse N° : _____
rue : _____
Prénom : _____ Ville : _____
Code postal : _____
Je verse la somme de 100frs : Autre :

A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

La rentrée politique et sociale française tient en quelques dates.

par *Bernard FISCHER*

Le 5 octobre, c'est le début de la discussion en première lecture à l'assemblée nationale du deuxième projet de loi Aubry pour la réduction du temps de travail.

Le 4 octobre, le MEDEF organise à Paris un rassemblement national de 25 000 patrons contre la deuxième loi Aubry. Le même jour, la CGT organise une manifestation pour l'emploi. Les objectifs de la manifestation de la CGT sont déjà moins clairs. Les médias présentent cette manifestation alternativement pour la loi Aubry, contre la loi Aubry ou bien pour l'amélioration de la loi Aubry. La CGT manifeste seule, elle propose aux autres confédérations syndicales l'organisation d'une manifestation commune, elles refusent au nom d'une divergence majeure relative à la question de la représentativité des confédérations syndicales !

Le 12 septembre, à la fête de l'Humanité, le secrétaire général du PCF propose lui aussi l'organisation d'une manifestation nationale unitaire contre le chômage. De cette proposition, il résultait une alternative, ou bien la perspective d'une manifestation de la gauche plurielle contre la droite, ou bien une manifestation PCF LCR LO contre le gouvernement. Le résultat est, de ce point de vue, surprenant. La manifestation du 16 octobre est finalement une manifestation PCF LCR LO contre la droite.

L'assemblée nationale clôt la discussion en première lecture du deuxième projet de loi Aubry dans la nuit du 15 au 16 octobre. Le groupe parlementaire du PCF annonce très clairement la veille de la manifestation son intention de vote pour la deuxième loi Aubry. Il la

votera finalement le 19 octobre. Seuls deux députés PCF voteront contre.

La CGT ne participait pas à la manifestation du 16 octobre. Les manifestations du 4 et du 16 octobre sont deux nouvelles manifestations majeures de la crise politique et sociale française. Les formes d'expression de cette crise sont extrêmement profondes et précises. La deuxième loi Aubry est la suite de la première loi Aubry, elle était elle-même la suite de la loi Robien. Il s'agit d'une loi libérale en application des directives libérales européennes.

Paradoxalement, elle suscite une opposition croissante de la part du MEDEF. La première loi Aubry, c'était déjà la politique du pire dans le champ de ruines du dialogue social français. En l'absence totale à la fois de mobilisation et de construction de rapport de force et à la fois de tradition de négociation sociale de la part des confédérations syndicales françaises, le MEDEF orientait la première loi Aubry dans deux directions convergentes. Il s'agissait soit de la continuité d'une politique de refus de négociation sociale dans l'attente tout simplement de la deuxième loi Aubry, soit d'une politique de signature d'accords d'entreprises et de fédérations du type de l'accord de la métallurgie, dont les deux principaux points sont l'annualisation du temps de travail et l'augmentation des heures supplémentaires. Le débat et le vote de la deuxième loi Aubry en première lecture à l'assemblée nationale n'entraînera aucune pause et aucune solution de la crise sociale française. Il reste la

navette parlementaire. Il reste la question du financement de la loi Aubry. Le gouvernement Jospin prévoit le financement de la loi Aubry par l'intermédiaire du budget ou bien par l'intermédiaire de la loi de financement de la sécurité sociale. Au centre et au point de départ de la loi Aubry, il y avait l'alternative entre la réduction du temps de travail par la loi ou bien par le dialogue social. Il s'agit maintenant de l'alternative du financement de la loi Aubry par le budget ou bien par les gestionnaires des caisses de sécurité sociale et d'assurance chômage.

On assiste à une radicalisation progressive de la politique du patronat français. Une question monte, c'est la question du retrait des représentants du MEDEF dans les caisses de gestion de la sécurité sociale et de l'assurance chômage. Ce serait la fin du paritarisme français.

Nous ne sommes pas loin de la crise des confédérations syndicales françaises et de leur implication dans les scandales politico financiers, de droite comme de gauche.

Il y a encore une cause supplémentaire de cette crise sociale française quand le parti socialiste et la CFDT proposent aux classes moyennes et aux cadres intermédiaires du salariat une véritable fuite en avant dans le sens du développement des fonds de pension et de l'actionnariat salarial.

MNEF : les copains et les coquins

par Robert DUGUET.

Avec le scandale de la MNEF, le gouvernement dit "de la gauche plurielle" traverse sa crise la plus grave depuis son accession au pouvoir. Le troisième personnage de l'état après Jacques Chirac et Lionel Jospin, Dominique Strauss Kahn est contraint à la démission. Même si le personnel politique de droite piaffe, tels les vieux chevaux de retour lorsqu'ils flairent l'avoine fraîche, à l'idée de casser Jospin, la raison d'état commande cependant de maintenir ce gouvernement d'union Nationale qui défend si bien les intérêts du libéralisme. Les classes dominantes avaient besoin après 1995, et un mouvement social sur la sécurité sociale qui menaçait gravement l'ordre social, du PS pour faire passer les réformes. Autrement dit la droite n'a pas intérêt à pousser son avantage jusqu'à prendre le risque de faire exploser ce gouvernement. On remarquera que tout est fait au niveau médiatique pour réduire l'hémorragie. Malgré ce qui attache objectivement les classes dominantes au PS, la machine infernale qui conduit à l'explosion du régime, ira cependant jusqu'à son terme.

Il n'y a naturellement pas de commune mesure entre le système de corruption établi sous la responsabilité de Jacques Chirac, alors qu'il était maire de Paris, et les sommes détournées, les bons coups faits sur le dos de la sécurité sociale étudiante. Cependant l'affaire de la MNEF fragilise le gouvernement Jospin dans une période où ce dernier, issu de formations politiques ancrées à gauche, s'arc-boute pour faire passer contre les salariés les réformes libérales. Plus Jospin appliquera la politique qu'il défend aujourd'hui, et plus l'affaire de la MNEF expose la personne du Premier ministre.

Revenons quelque peu sur l'histoire. En 1969 le courant Unef-Unité Syndicale, projection syndicale de l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) lambertiste, conquiert la direction de l'UNEF. Dans les années qui suivent ce courant présente des candidats à la gestion des caisses de sécurité sociale étudiante et emporte la majorité. A partir de 1979, les postes clef de la Mutuelle

étudiante sont aux mains d'un petit groupe d'hommes qui gravitent autour de Lionel Jospin, dont l'actuel numéro 2 du PS Jean Christophe Cambadélis, qui était alors membre du bureau politique du mouvement lambertiste. C'est l'époque où François Mitterrand est fortement contesté à la fois par plusieurs oppositions internes au PS et par le PCF. Ce dernier a besoin de soutien et d'hommes capables de gouverner un parti comme le PS, c'est vers ces hommes qu'il se tourne jusqu'à confier la direction du PS à Jospin en 1980. En 1986 Cambadélis et 400 militants rompent avec le mouvement lambertiste et rejoignent le PS, pour y renforcer le réseau qui gravite autour du premier secrétaire Lionel Jospin. Ce sont les mêmes qui deviennent des gestionnaires, ou qui mettent en place les gestionnaires de la MNEF. Le système de défense de Lionel Jospin expliquant qu'il n'y a pas eu de financement du PS par la MNEF ne pèse pas bien lourd. Certes, il ne s'agit pas du PS mais d'un courant du parti. Cependant il est au pouvoir de n'importe quel juge d'instruction un peu honnête de faire le lien entre des abus de biens sociaux dûment constatés et le réseau politique structuré autour du premier secrétaire du PS qui les a mis en œuvre ou couvert. Telle est la vérité historique et il n'est aujourd'hui au pouvoir de personne d'arrêter la machine infernale.

L'Histoire vient de rattraper la petite bande de coquins et de copains de la MNEF. L'Histoire ne s'arrêtera pas là. Monsieur Jospin est aujourd'hui sous les feux de la rampe. (1)

(1) A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que Jean Marie LEGUEN, responsable fédéral du PS de Paris, vient de démissionner pour cause de mise en examen. Ce responsable avait une position centrale dans le réseau jospinien. C'est lui qui, en particulier après 1970, fera surgir du néant l'organisation des jeunes socialistes en secteur étudiant, et qui préparera le passage de la majorité de l'Unef indépendante et démocratique dans l'escarcelle du courant mitterrandiste.

Autre lieutenant de Jospin, Monsieur Cambadélis, qui est contraint à la démission du PS ce 2 décembre, accusé pour l'instant de détournement de biens sociaux à hauteur de 400 000 francs, à une époque où il travaillait sous la responsabilité d'un homme qui était un cadre du Front National... Et la valse continue....

LE MONDE N'EST PAS A VENDRE

Par Gérard GRANDAMME. (avec l'aide de Raoul ARANCIBIA)

Les négociations qui se déroulent à Seattle sous les auspices de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), entendent "libéraliser" les secteurs encore à ce jour sous régulation publique. Le cycle de négociations sur trois ans concerne trois vastes secteurs :

LES SERVICES

160 sous secteurs concernant presque toutes les activités humaines. Un accord sur les services de santé qui prévoit le droit à la propriété étrangère sur tout établissement public signifierait l'adieu aux systèmes de sécurité sociale encore sous contrôle public mais ferait peser une menace sur l'état sanitaire des populations.

L'APPROPRIATION DE L'ACCORD SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (TRIPS)

Le brevetage de l'ensemble du vivant par les transnationales en constitue l'aspect majeur. Il vise l'appropriation et le contrôle commercial des codes génétiques sur la totalité des espèces végétales, animales et "humaines rares".

UNE DEREGLEMENTATION ACCRUE des échanges agricoles qui se traduirait pour le monde rural, par une soumission totale aux critères de l'ordre marchand. Pour les paysans les plus pauvres et les nations dépendant des productions vivrières, un tel accord consacrerait la perte de toute maîtrise en matière d'alimentation.

Dans le duel qui oppose certains pays aux Etats-Unis au sein de l'OMC, ces derniers veulent circonscrire les débats en les limitant à ces trois points, ils craignent une négociation globale qui leur imposerait des contraintes citoyennes. En France, les différentes formations politiques de gauche et même Jacques Chirac, déclarent rejeter les termes inacceptables de l'ordre du

jour imposé par les Etats-Unis, mais nous savons tous ce que valent ces belles déclarations, nous avons tous à l'esprit la fameuse fracture sociale électorale de notre président et les convictions économiques de notre ex-ministre des Finances.

La participation des pays pauvres à ces discussions restera confidentielle, certains n'ont pas de représentation permanente et pourtant l'enjeu est de taille pour ces peuples que certains verraient bien condamnés à la misère éternelle, inépuisable réserve de main d'oeuvre sans droits sociaux.

Malgré les centaines d'experts américains, l'issue de la bataille est incertaine. Les coordinations populaires et syndicales se multiplient dans de nombreux pays, des milliers d'associations se créent. Cette mobilisation s'ajoute au mouvement en faveur d'une taxe mondiale sur les transactions financières, dite Taxe Tobin (appuyée par le ministre canadien des finances et 163 députés fédéraux) ainsi qu'aux initiatives du mouvement ATTAC. A l'occasion de la conférence de l'OMC, une manifestation vient d'être organisée à Seattle, sur les lieux du crime. Le 27 novembre, à Paris et en Région étaient prévues également des manifestations convoquées par la CCC-OMC, ATTAC et la Confédération paysanne, avec la participation entre autres des Alternatifs.

Pour les Alternatifs, les gouvernement dont celui de Lionel JOSPIN, n'ont pas été élus sur un mandat de privatisation de la société toute entière. La Droite elle-même ne se serait pas aller à proposer ouvertement dans son programme l'appropriation juridique et commerciale des codes génétiques promue par l'OMC. L'affaire est sérieuse ! Les financiers veulent tout régenter. Une opposition forte vient de se manifester dans la rue face à la tenue de la conférence de Seattle. C'est sans doute la première fois qu'un mouvement de ce type se développe contre un organisme "économique" l'OMC qui habituellement prend des décisions bien à l'abri des bruits de la place publique et des oppositions qui se développent entre le mouvement social et les Etats-Nations. Aujourd'hui c'est directement à l'OMC que le mouvement social s'en prend.. A suivre...

APPEL : STOPPEZ LA GUERRE EN TCHETCHENIE !

Le 21 octobre 1999, des tirs de missiles ont touché le marché central et la maternité de Grozny : 137 morts et 260 blessés s'ajoutent à la liste déjà longue des victimes de la guerre meurtrière que le gouvernement russe mène contre la Tchétchénie depuis trois semaines : des centaines de morts, 180 000 réfugiés.

Les réfugiés sont parqués dans des camps en Ingouchie dans des conditions sanitaires catastrophiques, sans toit, eau, nourriture ou médicaments, et sans liberté de mouvement. Le gouvernement interdit toute aide humanitaire extérieure, ainsi que l'évacuation des blessés. Cette guerre s'accompagne d'un véritable racisme institutionnalisé contre les Tchétchènes et d'une "chasse au faciès" dans les rues de Moscou et Saint-Pétersbourg, qui touche tous les Caucasiens en général.

En bombardant aveuglément des populations civiles, on ne lutte ni contre le terrorisme ni contre les fanatismes religieux, on les alimente.

Les dirigeants russes qui se soucient plus de leur maintien au pouvoir que de la sécurité de leur population, n'ont apporté aucune preuve sur l'origine des attentats meurtriers dont la Russie a été victime au mois de septembre, attentats que nous condamnons fermement.

Nous affirmons notre solidarité avec la population de Tchétchénie et avec tous ceux qui, en Russie, font courageusement entendre une voix différente.

Nous demandons:

- l'arrêt immédiat des bombardements.
- Un cessez-le-feu immédiat qui prévoit le retrait des forces armées fédérales et la reprise des négociations politiques avec les représentants légitimement élus de la Tchétchénie, sur la base des accords de Khassaviourt signés en 1996.
- l'accès et le secours aux blessés et aux réfugiés pour les organisations internationales et humanitaires. Le gouvernement russe doit

rouvrir la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie.

- la réactivation de la mission de l'OSCE, sur place de 94 à 97.
- la mise en place d'un Tribunal international pour juger des crimes de guerre.

Nous exigeons du gouvernement français une condamnation ferme de l'agression et qu'il exerce auprès des autorités russes toutes les pressions en son pouvoir.

Nous demandons aux élus qu'ils se fassent l'écho de nos revendications.

Nous demandons au Conseil de l'Europe qu'il fasse pression sur la Russie pour qu'elle respecte ses engagements.

Comité Tchétchénie

*c/o A.E.C - 21 ter rue Voltaire - 75011 PARIS
<comitetchetchenie@hotmail.com>*

Le comité Tchétchénie est formé de militants de l'Assemblée Européenne des Citoyens, des Nouvelles Alternatives Européennes, d'anciens membres de SOS-Tchétchénie et de personnes concernées par ce conflit. Se sont joints entre autres pour ce texte:

Premiers signataires : ... Noël Mamère, député à l'assemblée Nationale, Alain Krivine, député européen, Roseline Vachetta, députée européenne, Daniel Durand, Mouvement de la paix, Lysiane Alezard, Mouvement de la Paix, Gérard Onesta, Vice-président du Parlement Européen, Heimuth Markov, député Européen, Patsy Sørensen, député européen, Halima Boumediene, députée européenne, Didier-Claude Rod, député européen, Monica Frassoni, députée européenne, Cristina Castagnoli, députée européenne, Luisa Morgantini, députée européenne, Matti Wuori, député européen, Caroline Lucas, députée européenne, Fodé Sylla, député européen, Irène Markowicz, interprète de conférence, André Glucksman, écrivain, Francis Wurtz, député européen, Geneviève Fraisse, députée européenne, Alain Lipietz, député européen, Josu Ortuondo Larrea, député européen...